

Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

CRÉTEIL, le 5 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ECOPUR

89 route du Moulin bateau
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIAT-IF/UD94/2023/PESSPVMO/AT/N°157GR
Code AIOT : 0007402709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOPUR (groupe SARP rattaché à VEOLIA) est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets sableux et déchets gras d'assainissement. La société exploite un centre de traitement de déchets d'assainissement situé dans la zone industrielle du port de Bonneuil au 89, rue du Moulin Bateau.

Les déchets sableux reçus sur le site sont des sédiments d'assainissement provenant principalement des boues de curage des réseaux, du balayage des voiries, etc.

Ces déchets sont traités par le procédé ECOSABLE. Le traitement comprend des opérations de criblage, d'hydro-cyclonage, d'hydro-flottation, de floculation, de décantation statique. Le sable

ainsi obtenu peut être valorisé en technique routière (remblais, voirie...). La capacité de cette filière est de 50 000 t/an.

Les déchets gras reçus sur le site proviennent des bacs à graisse des restaurants, des cantines ainsi que des stations d'épuration. Ces déchets sont traités par le procédé LIPOVAL. Le traitement comprend des opérations de dégrillage, de traitement thermique puis éventuellement de centrifugation.

Cette technique permet d'obtenir un combustible, dénommé LIPOFIT, pouvant remplacer les combustibles fossiles traditionnels. La capacité de la filière de séparation des déchets gras et de la filière de traitement des huiles alimentaires sont respectivement de 30 000 t/an et de 20 000 t/an. Les eaux usées issues de ces deux procédés (ECOSABLE et LIPOVAL) sont traitées dans une station interne par un réacteur biologique de type boues activées puis par un clarificateur. Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées. Les eaux épurées sont rejetées au réseau d'eaux usées du port, qui est relié à la STEP de Valenton.

L'établissement reçoit en moyenne 50 camions par jour entre 6 h et 20 h (sauf le samedi/dimanche et jours fériés). Il comporte un laboratoire effectuant des prélèvements et leurs enregistrements, dont le spectrogramme est déclaré à l'ASN, et une équipe de maintenance et d'exploitation.

Les principales caractéristiques des installations qui relèvent de seuils au titre de la nomenclature des installations classées dans l'AP du 18 avril 2008 , sont les suivantes : 167-a [A] 167-c [A] 322-A [A] 322-B-1 [A] 2240-1 [A] 2910-B [A].

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré, par courrier du 4 avril 2019, le bénéfice des droits acquis pour les rubriques suivantes : 2240-A [A], 2718-1 [A], 2790 [A], 2791-1 [A], 2716-1 [E], 2910-A-1 [DC].

L'exploitant est soumis à l'Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale, déchets, incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.IV	/	Sans objet
8	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une observations ont été faite lors de l'inspection :

L'extincteur situé à proximité de la cuve GNR doit être plus visible et son accès mieux accessible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p>
<p>Constats : L'installation est autorisée depuis le 18 décembre 2008. Un point d'eau est présent à moins de 100 mètres de l'installation gérant des déchets combustibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p>
<p>Constats : Le plan d'intervention incendie recense l'ensemble des moyens d'extinction présents dans les différentes zone de l'installation. Ils sont en nombre suffisants, disposés de manière visible et accessible. L'exploitant recense 43 moyens d'extinction de type ABC, EPA et CO2 adaptés aux risques des zones couvertes.</p> <p>Seul l'extincteur à proximité immédiate de la cuve GNR de 3000 L n'est pas visible car dans un renforcement dont le passage est encombré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats : Une procédure incendie indique : <ul style="list-style-type: none">- le plan des locaux, les risques associés et l'emplacement des moyens d'extinction, les alarmes incendie, les coupures d'urgence ainsi que le cheminement d'évacuation- le numéro d'appel d'urgence incendie
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables.
Constats : Dans le bâtiment accueillant les déchets combustibles, une alarme incendie est présente et référencée sur le plan d'intervention du site. Le capteur de flamme dispose d'un report en centrale commande. L'ensemble des alarmes incendie du site sont gérées par le système de sécurité incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Les moyens d'extinction incendie présentaient leur étiquetage de contrôle annuel à jour. Le dernier rapport de contrôle a été réalisé par SNI en mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : L'exploitant dispose d'un dispositif de confinement externe : il s'agit d'une vanne manuelle avec un regard en limite de propriété du site. Ce dispositif est conforme aux articles 4.1.2.1 et 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2008 applicable au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Piles au lithium usagées

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018
Thème(s) : Risques accidentels, Piles au lithium usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs au lithium en fin de vie. Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie : <ul style="list-style-type: none">⌚ Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ;⌚ Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ;⌚ Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ;⌚ Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ;⌚ Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675).
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par les piles et accumulateurs au lithium.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet